

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



PSA Poissy

Lundi 24 janvier 2022

Les prix flambent, les salaires doivent suivre !

Tout augmente. Le gaz, l'électricité, l'essence... Pour certains, impossible de chauffer tout son logement, il faut choisir les pièces. Pour d'autres, c'est se soigner qui devient difficile. Et ce n'est pas fini. Depuis le 1^{er} janvier de nouvelles mesures s'appliquent : augmentation du prix du timbre, hausse des prix des produits frais ou encore instauration d'un forfait de 19 euros pour les entrées aux urgences. Les 2,8 % d'inflation annoncée sont bien en dessous de ce qu'elle pèse sur nos budgets. Les salaires ne suivent pas !

Partout, des salaires trop faibles

Toutes les professions, tous les statuts, CDI, CDD, intérimaires du secteur privé comme les statuts publics sont concernés. Que l'on soit à l'hôpital ou à PSA, personne ne s'imagine travailler toute sa vie, en horaires décalés, se lever à quatre heures du matin, se bousiller la santé sur les chaînes de production automobile ou dans des services hospitaliers démantelés et partir en retraite avec 1 000 euros ou moins ! Les salaires des travailleurs sont trop faibles. Les Gilets jaunes le dénonçaient déjà sur les ronds-points il y a trois ans. Maintenant, c'est encore pire.

Partout, des magots patronaux indécents

Pendant que les uns comptent leurs sous, les autres nagent dans les profits. L'indice boursier des 40 plus grandes entreprises en France a gagné 28,5 % en 2021. Le montant de la fortune des 500 plus riches du pays atteint les 1 000 milliards d'euros. C'est indécent. Tous les travailleurs savent qu'il est impossible d'accumuler une telle somme simplement en travaillant. Philippe Poutou a eu bien raison de dire que si les riches sont aussi riches « c'est parce qu'ils volent ». Ils prennent sur nos salaires, ils prennent sur l'argent public, ils prennent sur cette richesse sociale que nous fabriquons par notre travail.

Augmenter les salaires, une nécessité vitale

Avec Philippe Poutou, nous défendons une augmentation d'au moins 400 euros par mois pour tous et un revenu d'au moins 1 800 euros. C'est ce dont nous avons besoin pour vivre. Les grandes entreprises ont réalisé 140 milliards d'euros de profits en 2020, ce qui représenterait une augmentation de 460 euros par mois pour les 25,2 millions de salariés. Un peu moins si l'on veut embaucher tous les chômeurs. Voilà où trouver l'argent. Pourtant, aucun candidat de droite ou

de gauche ne propose de s'attaquer aux profits des capitalistes. Leurs « solutions » : toujours aller chercher dans nos poches pour remplir celles du grand patronat.

La colère éclate en grèves dispersées

À Arkema, alors que le PDG applaudissait les bénéfiques records de l'entreprise, les salariés des treize sites français ont fait douze jours de grève. Ils ont obtenu une augmentation de 70 euros minimum pour les salaires les plus bas, et 2,3 % pour les autres. À Leroy-Merlin, les salariés ont obtenu une augmentation de salaire d'au minimum 65 euros par mois. Les propositions ridicules d'augmentation de la direction n'ont pas calmé le mouvement, et la détermination des salariés a eu raison du mépris de la hiérarchie. Les confédérations appellent à une journée de mobilisation le jeudi 27 janvier. La colère est grande, il faudrait qu'elle s'exprime collectivement.

Philippe Poutou, un candidat qui est des nôtres



À l'image de ces grèves récentes, il faudra un mouvement de luttes généralisées du monde du travail pour imposer un changement. Notre programme n'est donc pas seulement électoral. C'est aussi et

surtout un programme de lutte ! Soutenir Philippe Poutou, c'est affirmer que les travailleurs ne pourront changer leur sort qu'en combattant eux-mêmes le grand patronat, qu'en s'organisant ensemble pour changer toute la société.

16 ouvriers d'ISS font trembler leur patron et PSA

À partir du vendredi 14 janvier, 100 % des ouvriers d'ISS de la Peinture (16 nettoyeurs de cabine) se sont mis en grève pendant plus de 3 jours. Ils ont obtenu une augmentation de 100 €, le 13^e mois, des primes de panier et transport...

Cette victoire ils la doivent à leurs détermination. Pendant leur grève, ils ont défilé à plusieurs reprises en Peinture et au Montage pour populariser leurs revendications contre les patrons de PSA et d'ISS. Ils sont entrés en communication avec les travailleurs ISS de PSA Sochaux, qui, confortés par la mobilisation à PSA Poissy, ont fait 4 heures de débrayage.

C'est en sortant des bâtiments où nous enferment nos directions, en créant des liens de solidarité, qu'ils ont réussi à se faire respecter.

Une prison pour remplacer l'autre ?

Le journal *Le Parisien* vient d'annoncer un projet de déménagement de la prison de Poissy sur les terrains de PSA côté porte d'Achères. L'administration pénitentiaire va-t-elle faire appel à l'expertise de PSA dans le domaine de l'enfermement et du flicage ? Pas forcément une bonne idée pour eux : car à PSA, les salariés finissent toujours par se rebeller.

La direction en vacances aussi à Ibiza ?

Sur l'usine, il y a plus de 200 absents liés au Covid. La direction ne fait rien de spécial : manque de tests (toujours interdits aux non-vaccinés) et de vaccins à l'infirmerie. Elle ne baisse pas la cadence et n'embauche pas pour remplacer les absents... elle ne nettoie pas plus l'usine, on reste serrés les uns contre les autres, les tourniquets ont été remis en service. Elle est plus inquiète pour les voitures que pour de notre santé. Protégeons-nous en priorité, en ralentissant le travail notamment.

Efforts récompensés... par de nouveaux efforts...

Lundi 17, la direction a dévoilé ses projets pour l'avenir : elle veut 13 % de gain de productivité, déménager la Peinture au B3 en 2027, compacter le site de 120 à 70 hectares... il faut comprendre qu'elle veut vider encore massivement l'usine.

Encore un vendeur de rêve

Comme un politicien, le nouveau directeur du site annonce vouloir remettre l'humain au cœur de ses préoccupations... tout en annonçant qu'il va falloir se serrer la ceinture. La direction souhaite un nouveau véhicule pour 2027 et une nouvelle Peinture écologique (qui sentira la rose !). Bref elle peut annoncer n'importe quoi, ça ne l'engage à rien.

On n'a rien à attendre de lui, mobilisons nous pour augmenter vraiment nos salaires et améliorer nos conditions de de travail.

Encore un samedi pourri

En Ferrage et Peinture, équipe 12, samedi dernier était travaillé : annoncé tardivement, en plein sous-effectif aggravé par le Covid... avec en plus des salariés italiens absents qui avaient déjà pris leur billet d'avion avant l'annonce... En bref quand la direction décide n'importe quoi, ce serait à nous d'assumer !

Les samedis, mettons nous en grève et restons chez nous, ça la fera réfléchir un peu.

Le royaume d'Arendelle (La Reine des neiges)

Dans beaucoup de secteurs, il fait froid sur les lignes, dans les vestiaires... la direction ne se bouge pas, elle hiberne.

Allons la réveiller tous ensemble en criant : « Libéré, délivré ! C'est décidé je m'en vais... de mon poste de travail ! »

Grève à Plastic Omnium !

Ce lundi 24 janvier, la presque totalité des CDI du sous-traitant automobile Plastic Omnium à Vernon était en grève. Ils réclament 100 € d'augmentation générale. Chez nous, à PSA Poissy, la direction s'inquiète de l'approvisionnement.

Comme à Plastic Omnium, nous c'est notre bas salaire qui nous angoisse. Mettons nous aussi en grève, tous ensemble !

Téléthon pour les milliardaires

Tavares explique dans la presse qu'à cause du prix élevé des voitures électriques : « *Nous risquons (...) de perdre les classes moyennes qui ne pourront plus acheter de voiture et il y aura des conséquences sociales* ». Quel hypocrite ! S'il veut vendre des voitures, qu'il commence par mieux payer ses ouvriers.

Pour la casse sociale, PSA n'a pas attendu l'électrique, en fermant en 7 ans les sites d'Aulnay, La Garenne, Hérimoncourt, Saint-Ouen... Tavares pleure la bouche pleine pour avoir encore plus de subventions publiques... pour lui et ses amis actionnaires.

La grève, le patronat ne comprend que ça

Lors des négociations salariales chez Renault Trucks (des usines de construction de camion), la direction a annoncé 2 % d'augmentation... un scandale ! Les débrayages se sont multipliés.

À l'usine de Bourg-en-Bresse, 150 travailleurs ont débrayé, 200 le lendemain. À l'usine de Blainville, il y a eu 300 grévistes. Et à Lyon, une centaine de grévistes ont manifesté devant la direction. Quelques jours plus tard, il y eu encore 950 grévistes sur 3 sites.

Le patron a lâché 2,6 % avec un minimum de 50 €. C'est mieux, mais pas satisfaisant. Sachant que les prix montent en flèches, les grévistes se sont donné rendez-vous prochainement.